



Les innovations monétaires dans la transition social-écologique

Wojtek Kalinowski*

SEPTEMBRE 2012

Pour relever les défis sociaux et environnementaux de notre époque, le système monétaire devrait être fondé sur le principe de la complémentarité des monnaies. Une telle organisation serait plus résiliente aux tempêtes spéculatives que la « monoculture monétaire » actuelle, et plus à même de soutenir le développement endogène des territoires.

On parle beaucoup des crises financières et des dettes de nos jours, mais pas assez du rôle de la monnaie dans l'économie. Même la crise de l'euro peine à ouvrir de nouvelles perspectives ; ceux qui critiquent la monnaie unique plaident pour telle ou telle politique monétaire, ou bien proposent le retour aux monnaies nationales, remplaçant ainsi un monopole monétaire par un autre. Ce qui manque dans le débat, à quelques exceptions près¹, c'est l'idée de la *pluralité monétaire*, autrement dit la coexistence de plusieurs monnaies circulant sur le territoire, par exemple une monnaie locale valable à l'échelle d'une ville, une monnaie nationale à l'échelle de l'Etat et une monnaie européenne à l'échelle de l'Union.

Admettons, c'est une idée qui peut surprendre. La plupart des économistes l'ignorent ou la considèrent comme une pathologie ; la monnaie est pour eux un simple outil de coordination, un intermédiaire neutre qui nous dispense du troc mais qui n'intervient ni dans les motivations des agents économiques, ni dans la nature des transactions. En revanche, la pluralité monétaire suscite un intérêt croissant parmi les acteurs du développement territorial, dans le secteur social et auprès des élus locaux.

De nombreux projets émergent actuellement dans ce domaine, en France comme ailleurs. Ils prennent des formes variées – monnaies locales ou régionales, monnaies-temps, systèmes d'échange locaux, monnaies d'entreprise, ou encore monnaies fiscales. Ces monnaies « pas comme les autres », dites « complémentaires » car destinées à compléter et non à remplacer la monnaie dominante, peuvent circuler de main en main ou bien sous forme d'écriture sur comptes, être émises par des

acteurs publics ou privés, se convertir en monnaie nationale ou circuler à l'intérieur d'un circuit fermé. Elles visent tantôt à renforcer l'économie locale, tantôt à orienter la consommation vers les biens durables, tantôt à construire des réseaux d'entraide, ou encore à offrir un surplus de pouvoir d'achat aux populations en difficultés ; le plus souvent, elles combinent plusieurs objectifs la fois. La diversité est trop grande pour être présentée exhaustivement ici² ; demandons-nous simplement d'où vient cette vague d'innovations monétaires et quelle peut être sa contribution à la transition vers une économie plus soutenable.

La monoculture monétaire

Nous sommes habitués à penser l'équation « un pays égal une monnaie » comme l'état naturel des choses. En réalité, son origine est plutôt récente ; l'histoire jalonne de monnaies locales circulant en parallèle à la monnaie principale. L'affirmation du monopole monétaire accompagne et facilite l'expansion du capitalisme industriel, lorsque tout s'accroît, s'accumule, se centralise : les quantités d'énergie et de matière utilisées pour réaliser les investissements, les volumes des capitaux nécessaires pour les financer, la taille des entreprises et des banques. De cette histoire, nous avons hérité une monnaie créée essentiellement par les banques privées³, commandée par des intérêts financiers censés être les mieux à même d'allouer les fonds au reste de l'économie. On s'aperçoit de plus en plus qu'au lieu de servir l'économie productive, la finance moderne, forte de son quasi-monopole monétaire, la met à son propre service, lui extorquant une part toujours plus grande de la richesse⁴.

*Sociologue et historien, co-directeur de l'Institut Veblen.

Surtout, nos défis sont aujourd'hui en partie d'un autre ordre qu'à l'époque de l'industrialisation. Le capitalisme postindustriel sépare les populations et les territoires bien plus qu'il ne les intègre, nous obligeant à repenser la cohésion sociale et à chercher de nouvelles recettes du développement territorial endogène. La fin du plein-emploi et la polarisation du marché du travail posent des problèmes sociaux inédits, dont la solution pointe vers une société moins enfermée dans la division du travail, autrement dit une vie active avec moins d'heures de travail et plus d'activités « annexes » mais utiles socialement. Le vieillissement des populations met sous pression nos systèmes de solidarité et freine durablement le moteur de la croissance. Le changement climatique rend nécessaire une transition vers une société durable qui ne peut pas se résumer à une question de technologies propres, mais qui implique une transformation en profondeur de nos modes de vie.

Face à ces problèmes, une monnaie dominée par les intérêts financiers se révèle triplement dysfonctionnelle.

Premièrement, tout système qui pousse trop loin la monoculture finit par s'effondrer. La monnaie bancaire est « efficace » sur le court terme mais peu résiliente, foncièrement pro-cyclique, semant autour d'elle le crédit facile et gonflant les bulles spéculatives, coupant brusquement le robinet lorsque la bulle éclate, laissant l'économie plonger dans la récession, partant ailleurs à la recherche de nouvelles bulles... « Le risque d'une prédominance de la spéculation tend à grandir à mesure que l'organisation des marchés financiers progresse », prévenait Keynes en 1936 déjà. Depuis, à chaque nouvelle crise⁵ on déplore le comportement irresponsable de la finance, sans voir que c'est le couplage des intérêts financiers et du quasi-monopole bancaire sur la création monétaire qui lui fait jouer ce rôle déstabilisateur.

Deuxièmement, le système financier et monétaire nous empêche de canaliser les ressources là où il faut, vers des activités utiles pour la société et la planète. Nous avons urgemment besoin d'investissements « verts » dans l'adaptation du tissu productif, dans la préservation des écosystèmes, dans les villes durables, etc. Les économistes qui se sont penchés sur la question⁶ font appel aux investissements publics, expliquant que ces projets ne sont pas assez rentables pour les investisseurs privés. Or, les Etats sont asphyxiés financièrement, s'écroulent sous le poids de la dette, s'étant eux-mêmes interdits d'emprunter directement auprès des banques centrales. Faut-il alors renoncer à investir dans la protection de la biosphère au motif qu'elle n'est pas rentable ?

Troisièmement, la monnaie-crédit des banques est aveugle au lien entre économie et communauté. L'abandon des catégories et territoires perdants, visible jusque dans l'exclusion bancaire dans certains pays⁷, ne lui pose pas le moindre problème. Or, « l'économie est un tissu de dettes qui ne se résume pas à des dettes

« Pour soutenir l'économie d'un territoire il faut bien que la monnaie y circule, pour accumuler la richesse il faut qu'elle s'en aille là où les gestionnaires des actifs et les professionnels du crédit lui promettent un rendement maximal. »

marchandes contractuelles⁸ », elle est aussi un tissu de dettes sociales qui lient l'individu aux différents groupes d'appartenance, de la famille jusqu'à la communauté politique. Qu'ils soient publics ou associatifs, les promoteurs des monnaies complémentaires portent à leur façon la révolte contre une économie purement marchande, « désenchantée » des besoins sociaux. Ils aident à valoriser les ressources humaines et naturelles que la monnaie bancaire ignore, ne les trouvant pas assez rentables.

Les monnaies au service territoires

Une réponse structurelle à ces défis pourrait consister en une architecture financière « polycentrique » et à plusieurs niveaux : parallèlement à une régulation nettement plus stricte des activités bancaires et financières classiques, il convient de renforcer le pôle financier public et le rendre capable d'investir dans les projets que la finance privée n'estime pas rentable, mais il est tout aussi important de multiplier les pôles financiers régionaux et locaux, relevant des alliances de la société civile et des collectivités territoriales.

Il faudrait même aller plus loin en permettant à ces pôles financiers locaux d'émettre leurs propres monnaies complémentaires. Car une monnaie unique sert à la fois à régler les échanges (moyen de paiement), à mesurer la valeur de ce qui est échangé (unité de compte) et à stocker la richesse (réserve de valeur). Et la cohabitation de ces trois fonctions n'a rien d'évident, surtout dans une économie financiarisée où il ne s'agit pas tant de stocker que d'*accumuler* la richesse. Pour soutenir l'économie d'un territoire donné il faut bien que la monnaie y circule, pour accumuler la richesse il faut qu'elle s'en aille là où les gestionnaires des actifs et les professionnels du crédit lui promettent un rendement maximal.

Une façon de sortir du dilemme serait de se doter des moyens de paiement parallèles, utilisés uniquement pour soutenir les échanges locaux, capables non seulement de canaliser l'épargne mais aussi de créer de la monnaie. En un sens, ce ne serait que de donner un moyen supplémentaire aux efforts déjà déployés – finance solidaire, microcrédit, crédit mutuel, prêts à taux bonifiés... – pour assigner à l'argent des objectifs sociaux et écologiques que la finance classique ne remplit pas ou mal.

A partir du moment où une fraction de l'épargne et des crédits alimentaient les circuits locaux indépendants des acteurs financiers classiques, la politique monétaire répondrait mieux à la demande locale. Une telle architecture serait plus résiliente aux tempêtes spéculatives mondiales et plus à même de soutenir le développement endogènes des territoires, un des thèmes majeurs de la transition social-écologique. L'idée des « territoires-acteurs⁹ », c'est la simple idée que les territoires, quelque soit leur périmètre, doivent s'assumer comme des acteurs à part entière des mutations économiques et sociales qui les façonnent, au lieu de subir passivement les chocs venus de l'extérieur, provoqués par la mondialisation et les bouleversements extérieurs.

La pluralité permettrait en outre de tenter des constructions monétaires alternatives, par exemple en abolissant le taux d'intérêt ou en introduisant des principes démocratiques au sein des échanges. Une monnaie complémentaire permet de définir une sphère de pouvoir d'achat particulière, la limitant aux produits locaux ou biologiques, ou équitables. Elle peut comptabiliser la consommation d'énergie et récompenser les consommateurs responsables, réunir un réseau d'entreprises qui s'octroient du crédit entre elles-mêmes, etc.

Quelques exemples concrets

Par exemple, une collectivité territoriale peut mettre en circulation une monnaie complémentaire sur son propre territoire, comme l'a fait la ville de Toulouse (SOL Violette) récemment et comme l'entend faire prochainement la ville de Nantes. Une façon de procéder est de lier la prestation d'un certain service à l'exigence de le payer en monnaie locale. Ainsi, la ville de Gand en Belgique a mis à la disposition des habitants du quartier Rabot un certain nombre de jardins familiaux ; les jardins sont loués à 150 « Torekes » par an, et les usagers doivent les gagner en participant aux activités menées par la maison de quartiers ou les ONG actives localement. Ici, la nécessité de s'acquitter du loyer annuel assure une demande constante de monnaie locale, mais la circulation de celle-ci déborde sur d'autres activités : les Torekes gagnés peuvent également être utilisés pour acheter des produits agricoles de proximité, les ampoules à basse consommation, les tickets de transports ou encore des places au cinéma local.¹⁰

Des démarches similaires sont souvent initiées par les acteurs associatifs, mais les autorités publiques peuvent aller plus loin en imposant une contribution en monnaie locale à l'ensemble des habitants, tout en permettant à ceux qui ne souhaitent pas s'impliquer personnellement de se procurer la monnaie locale sur le marché privé – là encore, une telle construction offrirait des possibilités aux populations pauvres d'améliorer leur pouvoir d'achat local. Pourquoi ne pas laisser régler une fraction de l'impôt en monnaie-temps, par exemple ?

« En mettant en place une monnaie parallèle fiscale, certaines provinces argentines ont pu baisser leur coût de refinancement et aider l'économie locale face à la récession. »

De façon plus radicale encore, une collectivité ou un Etat membre d'une fédération ou zone monétaire plus grande peut mettre en circulation une monnaie parallèle « fiscale », comme l'ont fait certaines provinces argentines pour baisser radicalement leur coût de refinancement et aider l'économie locale dans le contexte d'une récession¹¹. Après tout, la valeur d'une monnaie repose sur le fait qu'elle est acceptée pour payer les impôts, et les recettes fiscales locales, régionales ou nationales offrent la base la plus sûre pour fonder l'émission d'une monnaie publique complémentaire.

Les monnaie-énergies montrent de leur côté comment une monnaie complémentaire peut servir de réserve de valeur tout en facilitant la transition énergétique. Ainsi, lorsque la société autrichienne Waldviertel s'est lancée dans la production d'énergie solaire à l'échelle locale, elle a financé l'investissement non par crédit bancaire mais par souscription, levant plus d'un million d'euros par l'émission des bons auprès des futurs utilisateurs. Un bon « Waldviertel » acquit pour 200 euros donne accès à 30 euros d'électricité par an pendant dix ans plus un « bon de bienvenue » de 30. Les bons peuvent également être utilisés pour d'autres produits de la société.¹²

Dans cet exemple, la valeur des bons est libellée en euro, mais dans d'autres modèles (par exemple le Kiwah développé par la fondation néerlandaise QOIN), l'unité de compte est physique et non monétaire. L'acheteur acquiert le droit à consommer un certain nombre de Kilowattheures d'électricité par an, se mettant ainsi à l'abri des éventuelles fluctuations du prix. La valeur de ces outils est de financer de façon décentralisée l'émergence des systèmes de production locaux.

Dans le domaine de l'environnement, la fondation QOIN a expérimenté des cartes de fidélité « Green for Green », qui récompensent certains comportements écologiques (recyclage, etc.) ; les points ainsi gagnés donnent accès aux services collectifs et à d'autres produits écologiques.

Dans le secteur social, les banques de temps proposent un système d'échange où l'unité de compte est une heure de travail. Au Canada, la coopérative « Accordeur » a ainsi mis en place une vaste palette de services échangés entre près de 2000 utilisateurs, chacun doté d'un « compte-temps » où sont enregistrés les services reçus et rendus. Typiquement, ces services concernent les travaux d'entretien, de jardinage, déménagement et transport ou encore la santé et l'esthétique. Les échanges entre les membres obéissent à un strict principe d'égalité : une heure est égale à une heure, quelque soit la prestation fournie.¹³

Du côté des entreprises, les *miles* et les cartes de fidélité montrent qu'il est techniquement facile de mettre en place des monnaies complémentaires à grande échelle. Mais du point de vue des défis qui nous attendent, il est bien plus intéressant de chercher les solutions pour préserver le tissu local des PME, les grandes malaimées de la monnaie-crédit bancaire.

A cet égard, la monnaie suisse WIR est l'exemple type d'une création monétaire gérée par les entreprises elles-mêmes, entièrement en dehors du système bancaire traditionnel. Créée en 1934, elle est utilisée actuellement par environ 60 000 PME dans tous les secteurs de l'économie, et son effet contra-cyclique a été démontré : confrontées au resserrement du crédit et à la crise de liquidité, les PME suisses augmentent leurs transactions en WIR ; lorsque la conjoncture s'améliore, elles reviennent au franc suisse.¹⁴

Participation et confiance

Dans un contexte où les pouvoirs monétaires et la pensée économique dominante restent hostiles à l'idée même de la pluralité, les projets de ce type sont forcément fragiles. Mais la méfiance des institutions n'est pas la seule raison pour laquelle nombre d'entre eux échouent. La réussite ne se joue pas tant sur le plan technique, elle dépend bien plus de la participation active des acteurs : une monnaie imposée « par le haut » risque tout simplement de ne pas circuler.

Les expériences les plus abouties, comme le Palmas au Brésil ou le Chiemgauer en Bavière, montrent que pour produire les effets économiques et sociaux escomptés, la monnaie doit véhiculer et s'appuyer sur le sentiment d'appartenance au territoire, qu'il s'agisse d'un quartier, d'une ville ou d'une région. Le point décisif, c'est savoir instaurer la confiance dans la nouvelle monnaie : aux yeux de la population, une monnaie parallèle doit être aussi légitime que la monnaie dominante.

Notes

¹ Bruno Théret montre ainsi comment, tout en préservant l'euro, un Etat comme la Grèce pourrait mettre en circulation une monnaie publique parallèle, émise par le Trésor public et garantie par les recettes fiscales. Voir « Pour un fédéralisme monétaire européen. Comment passer de la monnaie unique à la monnaie commune », note de l'Institut Veblen (septembre 2012).

² Pour un aperçu, voir Marie Fare, « Monnaies sociales comme outil du développement soutenable », note de l'Institut Veblen (février 2012).

³ Rappelons que la monnaie émise par les banques centrales ne représente qu'une petite fraction de la masse monétaire ; l'essentiel de celle-ci (environ 90%) est créée par les banques privées lorsqu'elles octroient des prêts aux ménages, aux entreprises et aux Etats.

⁴ C'est visible à travers le partage des profits d'entreprises entre les sociétés financières et non financières ; depuis la deuxième guerre mondiale, la part des premières ne cesse de croître, passant aux Etats-Unis de 7%-8% à 30%.

⁵ D'après le Fonds monétaire international, l'économie globale a traversé 425 crises systémiques depuis 1970 (dont 145 crises bancaires, 208 crises monétaires et 72 crises de dette publique).

⁶ Comme Tim Jackson dans *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, De Boeck, avril 2010.

⁷ Georges Gloukoviezoïff, *L'exclusion bancaire. Le lien social à l'épreuve de la rentabilité*, PUF, coll. « le lien social », 2010.

⁸ « L'argent public et les régimes économiques de l'ordre politiques : entretien avec Bruno Théret », *Genèses*, n° 80, septembre 2010, p. 147.

⁹ Pierre Calame, *Essai sur l'Oéconomie*, Editions Charles Lépolod Mayer 2009.

¹⁰ Bernard Lietaer, Christian Arnspurger, Sally Goerner et Stefan Brunnhuber, *Money and Sustainability. The Missing Link*, Triarchy Press 2012.

¹¹ « Sur la pluralité des monnaies publiques dans les fédérations. Une approche de ses conditions de viabilité à partir de l'expérience argentine récente », Bruno Théret et Miguel Zanabria, *Economie et Institutions*, n° 10-11, 2007.

¹² New Economics Foundation (2012) « Energising Money : An Introduction to energy currencies and accounting », juin.

¹³ Marie Fare, « Monnaies sociales et solidarités nouvelles, le cas de l'Accorderie », note de l'Institut Veblen, septembre 2012.

¹⁴ Wojtek Kalinowski, « Pluralité monétaire et stabilité économique : l'expérience suisse », note d'Institut Veblen, octobre 2011.

L'institut Veblen pour les réformes économiques

Notre mission

L'Institut Veblen promeut la transition socio-écologique vers une économie plus soutenable et plus juste.



Il anime le programme IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie), initié par la Fondation Charles Léopold Mayer en vue de faire émerger de nouvelles propositions économiques.

Las notes l'Institut

Publications hors commerce, les notes Veblen présentent les travaux de l'Institut et de ses partenaires. Suivez nos productions [en cliquant ici](#).

Publié sous Creative Commons



Equipe exécutive

Wojtek Kalinowski
Aurore Lalucq

Conseil d'administration

Philippe Frémeaux (président)
James Galbraith (vice-président)
Patrick Hébert (trésorier)
Jérôme Blanc (secrétaire)

Nous contacter

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris
France
Tel : +33(0)1 43 14 75 75
Fax : +33(0)1 43 14 75 99
E-mail : contact@veblen-institute.org
www.veblen-institute.org